

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 26 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SMCA Manutention Carburant Aviation

Chemin de Livry

95380 CHENNEVIERES LES LOUVRES

Références : UD95 – 2022 – 301
Hélios: 57128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2022 dans l'établissement SMCA Manutention Carburant Aviation implanté Chemin de Livry à CHENNEVIERES LES LOUVRES. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMCA Manutention Carburant Aviation
- Chemin de Livry B.P 19 95380 CHENNEVIERES LES LOUVRES
- Code AIOT dans GUN : 0006505582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société SMCA assure, sur son site de Chennevières-lès-Louvres, le stockage de carburéacteur qui comprend les opérations de réception et de contrôle de la qualité ainsi que les opérations d'expédition. Les installations exploitées par la société SMCA se composent de : 7 réservoirs de carburéacteurs (capacité de stockage totale de 203 800 m³), de cuves enterrées dédiées au stockage d'hydrocarbures résultants des opérations de purge des réservoirs et des tuyauteries, de deux postes de chargement de véhicules citernes pour le transfert de carburéacteur vers notamment les aéroports de BEAUVAIS et du BOURGET, d'une installation de chargement et de déchargement desservant le dépôt répartie sur 2 zones et composée de 16 pompes de 300 m³/h (débit total de 4 800 m³/h).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des précédentes inspections

Lors de l'inspection, les non-conformités et remarques associées au dimensionnement de la défense incendie et au POI n'ont pas été abordées. L'exploitant a transmis un POI par courrier du 7 mars 2022. Ce POI fait l'objet d'une instruction par ailleurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Maintien de performance des MMR	AP Complémentaire du 27/09/2017, article 5.3	/	Lettre de suite préfectorale
Maintien de performance des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6	/	Lettre de suite préfectorale
Vieillessement tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Suivi des rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1	/	Lettre de suite préfectorale
Isolement des eaux	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	/	Lettre de suite préfectorale
Suivi des DSH	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4	/	Lettre de suite préfectorale
Suivi des équipements	Lettre du 11/07/2021	/	Lettre de suite préfectorale
Entretien des tuyauteries DCI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	/	Lettre de suite préfectorale
Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	/	Lettre de suite préfectorale
Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37	/	Lettre de suite préfectorale
Rétention émulseurs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2	/	Lettre de suite préfectorale
Étiquetage émulseurs	Règlement européen du 16/12/2008, article 17.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maintien de performance des MMR	AP Complémentaire du 27/09/2017, article 5.3	/	Sans objet
Maintien de performance des MMR	AP Complémentaire du 27/09/2017, article 5.3	/	Sans objet
Maintien de performance des MMR	AP Complémentaire du 27/09/2017, article 5.1	/	Sans objet
réservoirs enterrées – implantation	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 4	/	Sans objet
Vieillessement tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
Schéma des eaux	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	/	Sans objet
étude technique foudre	AP Complémentaire du 27/09/2017, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, la SMCA a présenté ses outils d'exploitation (GMAO et QUALIOS) en cours d'implantation. En l'état, la SMCA ne dispose pas d'outils satisfaisants permettant d'avoir une vue globale sur la conformité du site au regard des dispositions réglementaires applicables. La SMCA doit poursuivre son travail d'implantation de ces outils et doit s'assurer que ces outils sont utilisés par les opérateurs en les formant notamment.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Maintien de performance des MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2017, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de performance des MMR
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit maintenir les critères de performances des mesures de maîtrise des risques définies dans la colonne 1 du tableau annexé au présent arrêté. [...] Les actions effectuées pour respecter le présent article doivent pouvoir être justifiées par l'exploitant.</p> <p>-----</p> <p>Non-conformité n°1 de l'inspection du 12/06/2019 Il convient de mettre en place un suivi formalisé (si possible dans la GMAO) des actions engagées (ou devant l'être) pour répondre aux constats issus des contrôles réalisés (internes et externes).</p> <p>Remarque 1bis de l'inspection du 12/06/2019 : Il est demandé à l'exploitant de fiabiliser son système de suivi de la maintenance en classant et enregistrant toutes les informations associées de manière simple et accessible pour les personnes concernées.</p> <p>Remarque n°9 de l'inspection du 12/06/2019 Néanmoins, le statut SEVESO seuil haut de l'établissement impose une exigence supplémentaire quant à leur suivi en service, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. En effet, des dérives concernant le respect des échéances réglementaires ont été constatées pour un des équipements contrôlés (non respect des périodicités réglementaires des inspections périodiques durant 2005 à 2015).</p> <p>De même, une vigilance de la part de l'exploitant est attendue sur l'exhaustivité du recensement des ESP présenté.</p>
<p>Constats : Par courrier du 06/10/2020, l'exploitant a indiqué que la mise à jour de l'outil de GMAO était en cours de réalisation afin que l'outil puisse être étendu à tous les contrôles.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le travail sur la GMAO se poursuit. L'exploitant a présenté dans sa GMAO la liste des équipements suivis. Les MMRI sont regroupées au sein d'un même dossier de suivi sur la GMAO. En revanche, l'inspection a constaté que les boutons d'arrêt d'urgence sont bien listés dans la GMAO mais ne sont pas dans le dossier de suivi des MMR malgré les conclusions de l'étude de dangers de 2016 (confirmées dans l'étude de dangers mise à jour de 2021).</p> <p>L'exploitant a ajouté que la formation du personnel à l'utilisation de la GMAO a été repoussée.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un dispositif autre que sa GMAO rassemblant les obligations réglementaires de maintenance et d'entretiens non enregistrées dans la GMAO (nettoyage des séparateurs à hydrocarbures par exemple).</p> <p>Non-conformité n°1: Contrairement aux dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2017, l'exploitant ne dispose pas d'un outil permettant de justifier à l'inspection des installations classées le maintien complet des critères de performance des mesures de maîtrise des risques définies dans la colonne 1 du tableau annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2017. L'exploitant doit poursuivre son travail sur sa GMAO.</p>
<p>Observations : Par courrier du 06/10/2020, l'exploitant a indiqué que la remarque n°9 sera prise en compte.</p> <p>L'inspection rappelle l'importance d'implémenter les contrôles réglementaires imposés au site dans le cadre de la GMAO. Néanmoins compte tenu des échéances de mise en place d'une GMAO complète, l'inspection souligne le besoin de mettre en œuvre un dispositif transitoire de suivi des prescriptions réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Maintien de performance des MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2017, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de performance des MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant doit maintenir les critères de performances des mesures de maîtrise des risques définies dans la colonne 1 du tableau annexé au présent arrêté. [...] ----- NC2 – inspection du 12/06/2019 Il convient de mettre en place la maintenance semestrielle et la traçabilité associée des boîtiers d'arrêt d'urgence, conformément à l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2017.
Constats : Par courriel du 28/06/2019, l'exploitant a transmis la procédure de contrôle des arrêts d'urgence « Fiche 14 – Contrôle des arrêts d'urgence du dépôt ». Cette procédure détaille les 4 groupes arrêts d'urgence présents sur le site : TRAPIL, Tranfert, Oléoréseaux et poste de chargement camion. Pour justifier de la conformité de la fréquence de mesure l'exploitant avait transmis les contrôles réalisés sur juin, novembre 2018 et en mai 2019. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la même fiche de contrôle des boutons d'arrêt d'urgence du site. L'inspection constate qu'un contrôle a été réalisé le 15 décembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintien de performance des MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2017, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de performance des MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant doit maintenir les critères de performances des mesures de maîtrise des risques définies dans la colonne 1 du tableau annexé au présent arrêté. [...] DéTECTEURS d'hydrocarbures au niveau des sous-cuvettes → Maintenance du système de détection hydrocarbure trimestrielle ----- Non-conformité n°3.1 de l'inspection du 28/09/2021 L'exploitant ne respecte pas la fréquence de maintenance relative aux détecteurs d'hydrocarbures défini dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2017.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un courrier du bureau d'études ayant réalisé son EDD, l'Inéris, qui précise par courrier du 11 juin 2019 que les fréquences de maintenance des MMR "Détections hydrocarbures" et "détection de niveau" sont erronées dans l'étude de dangers de 2016 dans sa version B et que ce point avait été mis à jour dans une version C de l'étude de dangers de 2016. Dans l'étude de dangers révisée, dans sa version de 2021, le bureau d'études indique bien que la maintenance du système de détection hydrocarbures est bien trimestrielle, pas semestrielle. L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2017 fera l'objet de modifications à l'issue de l'instruction de l'étude de dangers révisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintien de performance des MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2017, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme liées aux MMR
Prescription contrôlée : Les paramètres relatifs aux performances de ces mesures de maîtrise des risques sont définis et suivis, leurs dérives détectées et corrigées, dans le cadre des procédures du système de gestion de sécurité de l'exploitant. ----- Non-conformité n°3.2 de l'inspection du 28/09/2021 Il convient que les alarmes associées aux MMR identifient systématiquement la MMR à l'origine de l'alarme afin de garantir l'effectivité de la levée de doute dans le délai imparti par l'étude de danger. Il convient que l'exploitant corrige rapidement cette anomalie et vérifie que celle-ci n'est pas présente sur d'autre MMR du site. Il convient que cette anomalie impactant une MMR soit géré comme telle au titre du SGS.
Constats : Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant a indiqué que ce constat de l'inspection n'est pas une non-conformité. L'exploitant indique que ce constat s'appuie sur un test et qu'à l'issue de ce test la boule du détecteur est revenue à son état initial. La baie affiche bien la position du capteur en défaut, mais la boule étant remis à son état par défaut, la baie n'affiche plus le défaut. Sur l'écran de supervision, il apparaît donc bien qu'il y a eu un défaut, il est indiqué "défaut centrale hydrocarbures" mais sans positionnement. Le positionnement sur l'écran de supervision étant disponible uniquement lorsque que le défaut reste actif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintien de performance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de performance des MMR
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles. ----- Non-conformité n°4.1 de l'inspection du 28/09/2021 Il convient que l'exploitant fasse évoluer son organisation afin qu'elle soit en mesure de détecter et tracer puis d'analyser toutes les défaillances des mesures de prévention tel que requis par l'alinéa 4 de l'annexe 1 de l'arrêté du 26 mai 2014 (devenu le point 6 de l'annexe I depuis la modification de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 par arrêté ministériel du 22/09/2021). Remarque n°4.1 de l'inspection du 28/09/2021 Il convient que l'exploitant utilise les outils prévus par son SGS soit uniquement à cette fin soit avec une possibilité de tri rapide des écarts importants pour la sécurité. Constats : Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant indique que les améliorations à apporter pour la bonne réalisation des remontées d'information seront identifiées en 2022. En inspection, l'exploitant a présenté son outil de remontée d'informations Qualios qui doit permettre cette remontée d'information. L'inspection insiste sur l'importance de sensibiliser et d'impliquer tous les acteurs dans cette démarche d'identification et de gestion du retour d'expérience. Il apparaît notamment essentiel que les intervenants sur le terrain soient sensibilisés à la démarche et à son intérêt afin de garantir l'identification des éventuelles défaillances de mesure de maîtrise des risques. La non-conformité 4.1 de l'inspection du 28/09/2021 est maintenue : Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions du point 6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant ne met pas en œuvre de procédure permettant l'évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Il convient que l'exploitant fasse évoluer son organisation afin qu'elle soit en mesure de détecter et tracer puis d'analyser toutes les défaillances des mesures de prévention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : réservoirs enterrés – implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, réservoirs enterrés
Prescription contrôlée : Un plan d'implantation à jour, des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes, est présent dans l'installation. Les réservoirs sont repérés par une signalétique les identifiant par un numéro, par leur capacité et par le produit contenu, placée à proximité des événements et à proximité des orifices de dépotage. ----- Non-conformité n°1.1 de l'inspection du 01/07/2021 L'inspection constate que les réservoirs ne sont pas repérés par la signalétique prévue par l'article 4 de l'arrêté du 18 avril 2008. Il convient que l'exploitant mette en place cette signalétique dès que possible et au plus tard fin 2021.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a vu que des plaques signalétiques indiquant les numéros des cuves, leur capacité et leur contenu sont présentes sur les équipements en surface de ces cuves.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vieillesse tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillesse tuyauteries
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. ----- Remarque 2.8 de l'inspection du 01/07/2021 Il convient que la SMCA fasse évoluer son plan d'inspection des tuyauteries pour assurer la représentativité (état initial et cinétique de dégradation) des éléments contrôlés par sondage et garantir que les éléments présentant l'état de dégradation le plus avancé lors des contrôles annuels soient systématiquement inclus dans le contrôle quinquennal. Cette évolution est attendue pour le 20 septembre 2021.
Constats : Par courrier du 23 septembre 2021, l'exploitant a indiqué que la remise du programme d'inspection des tuyauteries à jour sera transmis pour fin juin 2022. Ce plan d'inspection intégrera les modifications des réseaux du site. La remarque 2.8 de l'inspection du 01 juillet 2021 est maintenue : Observation 1 : Il convient que la SMCA fasse évoluer son plan d'inspection des tuyauteries pour assurer la représentativité (état initial et cinétique de dégradation) des éléments contrôlés par sondage et garantir que les éléments présentant l'état de dégradation le plus avancé lors des contrôles annuels soient systématiquement inclus dans le contrôle quinquennal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Vieillessement tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement tuyauteries
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. ----- Remarque 2.9 de l'inspection du 01/07/2021 Il convient que la SMCA transmette à l'inspection, avant le 20 septembre 2021, le rapport du dernier contrôle quinquennal réalisé sur les tuyauteries aériennes. Constats : Par courrier du 21 septembre 2021, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle quinquennal qui conclut que « les contrôles réalisés ne montrent aucun désordre sur les tuyauteries inspectées, les valeurs mesurées sont supérieures à l'épaisseur d'alerte sur les lignes. L'inspection visuelle a mis en évidence des zones d'absence de protection corrosion. Les corrosions sur ces même zone reste superficielle » Ce point a permis de constater que les contrôles des tuyauteries sont implémentés par zone. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un exemple de demande d'intervention (DI) suite à ce rapport quinquennal. Le bon de travail confirmant le suivi de cette remarque du bureau d'études indique que des opérations ont été réalisées le 29 octobre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rétentions
Prescription contrôlée : Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi. ----- Remarque n°1.1 de l'inspection du 28/09/2021 il convient que l'exploitant transmette à l'inspection le modèle de fiche d'enregistrement ENR-077.
Constats : Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant a transmis la procédure ENR-077-RY relatif au contrôle hebdomadaire des cuvettes du dépôt pour la semaine du 21 mars 2022 au 27 mars 2022. Ce document n'est toutefois pas une procédure mais un rapport de contrôle. Il fait état d'observations mais l'exploitant n'indique pas si ce rapport de contrôle est suivi de demande d'intervention. Ce rapport de contrôle doit être associé à une procédure définissant ce qui est attendu dans le cadre du contrôle hebdomadaire des rétentions. L'exploitant doit y définir ce qui déclenche des actions correctives, un suivi approfondi... Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas réalisé de procédure définissant les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Isolement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des eaux
Prescription contrôlée : Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne. ----- Non-conformité n°1.1 de l'inspection du 28/09/2021 il convient que l'exploitant dispose d'une consigne définissant l'entretien préventif et la mise en fonctionnement des dispositifs d'isolement du site tel que requis par l'article 53 de l'arrêté du 3 octobre 2010.
Constats : Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant a indiqué que la mise en place de la consigne et du formalisme adéquat est prévu pour juin 2022. L'exploitant indique que pour améliorer la pertinence des contrôles périodiques, un aménagement sera réalisé afin de pouvoir évaluer étanchéité de ces vannes lors des tests. Les modifications et l'aboutissement de la mise en place complète de ces contrôles sont prévus pour fin d'année 2022. La non-conformité n°1.1 de l'inspection du 28/09/2021 est maintenue : Non-conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant ne dispose pas d'une consigne définissant l'entretien préventif et la mise en fonctionnement des dispositifs d'isolement du site. L'exploitant doit réaliser cette consigne. L'exploitant doit également ajouter une signalétique permettant de correctement identifier le dispositif d'isolement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Schéma des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des eaux
Prescription contrôlée : Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des effluents liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. ----- Non-conformité n°1.2 de l'inspection du 28/09/2021 il convient que l'exploitant dispose d'un plan du réseau de collecte des effluents liquides conforme aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté du 3 octobre 2010.
Constats : Par courrier du 8 octobre 2021, l'exploitant a transmis son plan de réseau de collecte des eaux indiqué comme complété avec la vanne du bassin de récupération des eaux. Observations n°2 : L'exploitant doit réaliser un plan à part permettant de correctement identifier dans la gestion des eaux pluviales les "secteurs collectés et les réseaux associés" conformément aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Il n'est pas évident d'identifier sur le plan transmis quel avaloir correspond à quelle zone du site, notamment lors d'une gestion incidentelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des DSH

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des DSH
Prescription contrôlée : Les installations de traitement ou de pré-traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (notamment le débit, la température et la composition). ----- Remarque n°1.2 de l'inspection du 28/09/2021 Il convient que l'exploitant mette en place une organisation permettant d'assurer la planification, le suivi et la traçabilité des opérations de surveillance et de maintenance des séparateurs d'hydrocarbure présents sur le site.
Constats : Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant a indiqué que le formalisme sera amélioré et mis en place en 2022. L'exploitant a indiqué que ce point n'est pas implémenté dans le GMAO actuellement. La remarque 1.2 de l'inspection du 28/09/2021 est requalifiée dans le cadre de l'inspection du 15 avril 2022 : Observation n°3 : Il convient que l'exploitant mette en place une organisation permettant d'assurer la planification, le suivi et la traçabilité des opérations de surveillance et de maintenance des séparateurs d'hydrocarbure présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Suivi des équipements

Référence réglementaire : Lettre du 11/07/2021, article Rmq 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des équipements
Prescription contrôlée : L'inspection constate que le décanteur et les tuyauteries associées sont toujours en service. L'exploitant indique prévoir la mise en service du nouveau décanteur d'ici fin 2021 et le démantèlement de l'ancien décanteur pour la fin du premier trimestre 2022. ----- Remarque 1.1 de l'inspection du 01/07/2021 Il convient que l'exploitant informe l'inspection par courriel dès que la consignation définitive de l'ancien décanteur sera effective.
Constats : L'exploitant a indiqué que l'ancien décanteur est encore présent sur site. La remarque 1.1 de l'inspection du 01/07/2021 est maintenue : Observation n°4 : Il convient que l'exploitant informe l'inspection par courriel dès que la consignation définitive de l'ancien décanteur sera effective.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : étude technique foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, étude technique foudre
Prescription contrôlée : L'étude technique, telle que précisée dans l'analyse du risque foudre réalisée le 12/05/2016 (rapport n°16.601.0RL.06221.00.N.001.EARF.001), doit être réalisée avant le 12/05/2018. ----- Remarque n°3.1 de l'inspection du 28/09/2021 il convient que l'exploitant transmette à l'inspection l'étude technique associée au risque foudre et appelée par l'article 9 de l'arrêté du 27 septembre 2017.
Constats : Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant a transmis l'étude technique foudre qui est datée du 3 août 2017. Cette étude technique foudre comprend une notice de vérification et de maintenance. L'étude technique foudre conclut sur la nécessité de réaliser des travaux : <ul style="list-style-type: none">- Des parafoudres supplémentaires seront à installer sur les circuits BT du bâtiment bureaux- Des parafoudres seront à prévoir sur les antennes du bâtiment bureaux- Des pointes de capture seront à fixer sur les fermes métalliques des pomperies- Des prises de terre supplémentaires seront à réaliser pour répondre à la norme NF EN 62 305-3 pour les pomperies.- Les équipements Importants Pour la Sécurité participants ou non aux Mesures de Maîtrise des Risques Instrumentalisées, seront protégés par parafoudres et par les écrans et blindages reliés aux masses en leurs extrémités. Par ailleurs, l'étude technique précise en introduction que l'installation des cuves de purge était en cours de modification lors de l'étude technique. Ces modifications doivent faire l'objet d'une Analyse du Risque Foudre.
Observations : L'inspection rappelle que les modifications des installations doivent faire l'objet d'une ARF et d'une étude technique associée. Par ailleurs, l'inspection rappelle que les articles 20 et 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 fixent la prise en compte de l'étude technique foudre le suivi des équipements foudre. Ces points pourront faire l'objet d'un suivi lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des tuyauteries DCI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des tuyauteries DCI
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ----- Non-conformité n°1.3 de l'inspection du 28/09/2021 Il convient que l'exploitant élabore et mettent en œuvre un programme de contrôle et d'entretien de ses tuyauteries incendie permettant de garantir leur fonctionnement en toute circonstance conformément à ce que prévoit l'article 43-3-9 de l'arrêté du 3 octobre 2010.
Constats : Par courrier du 14 avril 2021, l'exploitant a indiqué qu'une étude est en cours pour la faisabilité des tests d'étanchéité périodiques des tuyauteries enterrées dédiées à la défense incendie. Pour la partie aérienne, l'exploitant indique qu'elle sera couverte par la mise en place de contrôles de routine annuels. La mise en place de ces contrôles est prévue pour la fin d'année 2022. La non-conformité n°1.3 de l'inspection du 28/09/2021 est maintenue : Non-conformité n°5 : Contrairement aux dispositions de l'article 43-3-9 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas mis en place de contrôle de ses tuyauteries incendie. L'exploitant doit mettre en place cette procédure de contrôle et faire réaliser ces contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie. Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens. Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement. ----- Non-conformité n°4 de l'inspection du 20/12/2021 l'exploitant ne dispose pas au sein de ses installations de raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles permettant de pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie contrairement aux dispositions de l'article 43-3-8 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Il convient que l'exploitant communique à l'inspection, sous deux mois, un plan d'actions permettant la mise en conformité de ses installations.
Constats : Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant a indiqué qu'une étude de mise en place de ces raccords est en cours pour un objectif de réalisation avant le 30 octobre 2022. La Non-conformité n°4 de l'inspection du 20/12/2021 est maintenue : Non-conformité n°6 : Contrairement aux dispositions de l'article 43-3-8 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant ne dispose pas au sein de ses installations de raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles permettant de pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les premières idées de solutions. Comme indiqué, lors de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de transmettre ses éléments techniques à l'inspection pour consultation du SDIS avant réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance. ----- Observation n°8 de l'inspection du 20/12/2021 il convient que l'exploitant harmonise le code couleur associé des poteaux incendie présent au sein de son établissement. Observation n°9 de l'inspection du 20/12/2021 il convient que l'exploitant procède aux opérations de maintenance requise dans le cadre de fuites sur poteaux incendie. Constats : Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant indique que l'action visant à répondre à l'observation 8 sera réalisée ultérieurement et que l'action visant à répondre à l'observation 9 sera réalisé au fur et à mesures pour l'ensemble des poteaux incendie. Lors de l'inspection, il a été constaté que les poteaux incendie du site sont toujours identifiés en rouge. L'observation n°8 est maintenue : Observation n°5 : il convient que l'exploitant harmonise le code couleur associé des poteaux incendie présent au sein de son établissement. L'inspection rappelle que les règles de l'art sont disponibles dans le REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE du 95 (RDDECI 95). Lors de l'inspection, il n'a pas été identifié de poteaux incendie fuyard.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rétention émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention émulseurs
Prescription contrôlée : Sont considérés comme autres liquides, les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que les liquides inflammables. Tout stockage de ces autres liquides est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés. ----- Non-conformité n°5 de l'inspection du 20/12/2021 les réservoirs de stockage d'émulseur classé « H412 : nocif pour les organismes aquatiques » ne sont pas associés à des capacités de rétentions conformes aux prescriptions de l'article 19-2 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié ainsi qu'aux exigences de l'article 20-1 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1999. L'exploitant transmettra le plan de mise en conformité de ces installations sous 1 semaine. Constats : Par courriel du 31 janvier 2022, l'exploitant a indiqué qu'une commande a été passée pour la mise en place de bacs de rétention. L'exploitant a indiqué que les bacs de rétention ont été posés. Toutefois l'exploitant doit aménager son stockage d'émulseurs pour l'installation des rétentions. La non-conformité n°5 de l'inspection du 20/12/2021 est maintenue : Non-conformité n°7 : Contrairement aux dispositions de l'article 19-2 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié ainsi qu'aux exigences de l'article 20-1 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1999, les réservoirs de stockage d'émulseur classé « H412 : nocif pour les organismes aquatiques » ne sont pas associés à des capacités de rétentions conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Étiquetage émulseurs

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17.1
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage émulseurs
Prescription contrôlée : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette [...] ----- Non-conformité n°6 de l'inspection du 20/12/2021 Les réservoirs de stockage d'émulseur classé « H412 : nocif pour les organismes aquatiques » ne sont pas étiquetés conformément aux dispositions du règlement CE 1272/2008. Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté qu'un étiquetage a été rajouté sur les cuves d'émulseurs. Toutefois, seul le pictogramme nocif a été apposé et seul la classe de risque H317 est indiquée. La non-conformité n°6 de l'inspection du 20/12/2021 est maintenue : Non-conformité n° 8 : Les réservoirs de stockage d'émulseur classé « H412 : nocif pour les organismes aquatiques » ne sont pas étiquetés conformément aux dispositions du règlement CE 1272/2008.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale